

Selon Sindimwo, le projet de nouvelle Constitution n'a rien à avoir avec la crise

@rib News, 04/03/2018 Source Xinhua Burundi : le projet de nouvelle Constitution "respecte tous les équilibres politico-ethniques" hcrits de l'AAPRB d'août 2000 (gouvernement) Le gouvernement burundais du président Pierre Nkurunziza estime que le projet de nouvelle constitution burundaise "soumettre à un vote référendaire populaire en mai prochain, "respecte tous les équilibres politico-ethniques" hcrits de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi (AAPRB). [Photo : le premier vice-président du Burundi, Gaston Sindimwo.]

L'Assemblée nationale a conclu le 28 août 2000 à Arusha (nord de Tanzanie) entre les protagonistes burundais en guise de solution à une guerre civile déclenchée le 21 octobre 1993 par l'assassinat de Melchior Ndadaye, premier président démocratiquement élu. Samedi sur les ondes d'Isanganiro (radio privée burundaise), le premier vice-président du Burundi, Gaston Sindimwo, a indiqué que la crise politique qu'a connu le Burundi au cours de ces dernières années, "n'a rien à avoir avec l'actuel projet de nouvelle constitution", mais "émane plutôt des "guerres politiciennes" entre les membres de la classe politique particulièrement au niveau du leadership des partis politiques. "Depuis longtemps, le gouvernement burundais a affirmé que le projet de nouvelle constitution émane principalement des recommandations du dialogue intérieur burundais auquel a pris une grande majorité des Burundais ; tandis que celles du dialogue extérieur viendraient à titre de compléments. Là aussi, nous en avons tenu compte dans la rédaction du projet de nouvelle constitution. C'est dommage que beaucoup de compatriotes aient vu comme une violation absolue les critiques faisant état de la violation des équilibres politico-ethniques hcrits de l'Accord burundais d'Arusha conclu en 2000. Nous déplorons que ces critiques n'aient jamais pointé du doigt les piliers de ce pacte de paix (Accord d'Arusha) qui ont été remis en cause par le projet de nouvelle constitution ; car, les raisons des blocages constatés, se trouvent plutôt ailleurs", a-t-il fustigé dans une intervention faite en kirundi, la langue nationale. Pour M. Sindimwo, la toile de fond de la crise burundaise de ces dernières années, se trouve au niveau des directions des partis politiques dont les réflexes observés, sont celles de boycotter les élections chaque échéance électorale. "Le mal politique burundais du moment est constitué par les divisions au sein des politiques ; d'où au gouvernement, nous allons travailler pour que les partis politiques soient ressoudés pour constituer de grands ensembles politiques pouvant rivaliser sur base des courants idéologiques bien déterminés pour faire avancer le processus démocratique dans les années à venir", a-t-il insisté. Il a saisi l'occasion pour affirmer que le gouvernement burundais soutient le travail de facilitation régional sur le dialogue extérieur interburundais d'Arusha piloté par l'ancien chef d'Etat tanzanien Benjamin Mkapa. Signalons que le 23 février à Kampala, le sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la Communauté Est-Africaine (CEA), a renouvelé la confiance à l'ex-président Mkapa dans sa mission de facilitation régionale sur le dialogue extérieur burundais d'Arusha, marqué par quatre sessions déjà organisées depuis janvier 2016. A ce jour, la CEA, qui parraine politiquement le dialogue extérieur interburundais, est constituée de six Etats, à savoir le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});